



Déclaration orale de la FIACAT co-sponsorisée par CCPR Centre, EurAc, Protection international Africa et OMCT

Point 4 - Dialogue interactif avec le Rapporteur spécial sur le Burundi

50^{ème} session du Conseil des droits de l'Homme

Merci Monsieur le Président,

Monsieur le Rapporteur spécial,

Les organisations signataires¹ se réjouissent de la réouverture de la radio BBC. Néanmoins des atteintes à la liberté d'expression persistent, se traduisant par une pression permanente contre des journalistes qui ne peuvent pas s'exprimer librement.

Elles dénoncent la persistance de graves violations des droits humains malgré un discours politique apaisant du chef de l'Etat. Depuis octobre 2021 jusqu'au 31 mai 2022, les organisations de droits humains au Burundi dressent un bilan alarmant: 732 assassinats, 53 enlèvements ou disparitions, 257 atteintes à l'intégrité physique, 224 arrestations et détentions arbitraires, 42 personnes torturées et 99 victimes de violences basées sur le genre.

Elles condamnent fermement l'absence de justice pour les victimes et l'impunité des auteurs présumés identifiés parmi certains agents des forces de l'ordre, du Service national de renseignement (SNR) et des Imbonerakure plutôt encouragés par des officiels au pouvoir. Elles condamnent particulièrement la violence du SNR, par exemple dans le cas du Dr Christophe Sahabo arrêté le 1^{er} avril 2022 sans mandat d'arrêt et détenu par ce service de manière illégale et irrégulière. Elles s'inquiètent également de la mise en place récente d'une Force de Réserve et d'Appui au Développement (FRAD) qui pourrait couvrir les actions criminelles du gouvernement.

Elles demandent la libération immédiate de l'avocat défenseur des droits humains, Tony Germain Nkina, incarcéré suite à un procès inéquitable motivé de toute évidence par son ancienne affiliation à l'APRODH.

Enfin, les organisations signataires dénoncent le refus de collaboration avec votre mandat et demandent aux autorités burundaises d'autoriser votre visite au Burundi pour surveiller la situation des droits humains.

Je vous remercie.

¹ACAT-Burundi, AJBE, APRODH, CAVIB, CB-CPI, Coalition des DDHS, COSOME, ESDDH, FOCODE, FORSC, Light For All Ligue Iteka, MFFPS, Mouvement Inamahoro, RCP, SOS-Torture/Burundi, Tournons La Page-Burundi et UBJ soutenues par le CCPR-Centre, EurAc, la FIACAT, l'OMCT et Protection International Africa.